



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.3/45/L.18/Rev.1
2 novembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
TROISIEME COMMISSION
Point 90 de l'ordre du jour

SITUATION SOCIALE DANS LE MONDE

Bolivie* : projet de résolution

Situation sociale dans le monde

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 1392 (XIV) du 20 novembre 1959, 2542 (XXIV) du 11 décembre 1969, 40/98 et 40/100 du 13 décembre 1985, 42/49 du 30 novembre 1987, 43/113 du 8 décembre 1988 et 44/56 du 8 décembre 1989, ainsi que les résolutions du Conseil économique et social 1987/39, 1987/40, 1987/46 et 1987/52 du 28 mai 1987, 1989/72 du 24 mai 1989, 1989/113 du 28 juillet 1989 et 1990/28 du 24 mai 1990,

Consciente de l'objectif du développement, qui est d'améliorer le bien-être de la population mondiale sur la base de la pleine participation de tous les membres de la société au processus de développement et de la répartition équitable des bienfaits qui en découlent,

Consciente que chaque pays a le droit souverain d'adopter librement le système économique et social qu'il estime convenir le mieux et que c'est à chaque gouvernement qu'il incombe au premier chef d'assurer le progrès social et le bien-être de la population,

Convaincue qu'il importe au plus haut point d'abolir les politiques et pratiques qui entravent le progrès social, notamment le racisme et la discrimination raciale, en particulier l'apartheid,

* Au nom des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77.

Convaincue également qu'il faudrait accélérer sensiblement le rythme du développement dans les pays en développement pour leur permettre d'atteindre cet objectif, en particulier pour répondre aux besoins fondamentaux en matière d'alimentation, de logement, d'éducation, d'emploi et de soins de santé, et lutter contre les fléaux qui menacent la santé et le bien-être de leur population,

Profondément préoccupée par l'aggravation de la situation économique dans les pays en développement, en particulier dans les pays les moins avancés, qui se traduit notamment par une baisse sensible des niveaux de vie, la persistance, l'accroissement et l'extension de la pauvreté dans un grand nombre de pays, et le recul des principaux indicateurs économiques et sociaux de ces pays,

Avant à l'esprit l'importance du Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1989 1/ comme moyen de faire mieux prendre conscience des progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs du progrès social et de l'amélioration des niveaux de vie, fixés par la Charte des Nations Unies, ainsi que des obstacles qui s'opposent à de nouveaux progrès,

Estimant nécessaire que le système des Nations Unies s'attache davantage à étudier et diffuser des données sur la situation sociale actuelle dans le monde, en particulier dans les pays en développement,

Prenant note des débats qu'a consacrés à la question de la situation sociale dans le monde le Conseil économique et social à sa première session ordinaire de 1990 2/,

Ayant examiné l'Additif au Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1989 3/,

1. Note avec satisfaction que l'Additif au Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1989 tient compte des préoccupations et des directives expressément exposées dans la résolution 44/56 de l'Assemblée générale et dans la résolution 1989/72 du Conseil économique et social;

2. Rappelle le Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1989, notamment les informations sur la situation sociale critique en Afrique, présentées dans l'annexe au Rapport;

3. Note avec satisfaction que les pays sont de plus en plus conscients de la nécessité de formuler à tous les niveaux des mesures de politique générale reposant sur les relations entre croissance économique, mise en valeur des ressources humaines et progrès social dans la réalisation du développement global;

1/ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.89.IV.1.

2/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No.3 (A/45/3/Rev.1).

3/ A/45/137-E/1990/35.

4. Note avec une vive préoccupation la détérioration continue de la situation économique et sociale dans les pays en développement, en particulier dans les pays les moins avancés, ainsi que dans les pays à faible revenu;

5. Note également avec une vive préoccupation que, dans l'ensemble, la position des pays en développement dans les relations commerciales et financières internationales s'est sensiblement affaiblie, aggravée par la tendance à la baisse à long terme des cours des produits de base, la forte détérioration des termes de l'échange, le transfert net de ressources des pays en développement, le protectionnisme et le fardeau écrasant de la dette, auxquels s'ajoutent des taux d'intérêt réels élevés;

6. Réaffirme les engagements et politiques en matière de coopération internationale pour le développement, énoncés dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement 4/, adoptée par l'Assemblée générale à sa dix-huitième session extraordinaire;

7. Réaffirme les principes et objectifs de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social 5/ et demande leur mise en application effective comme moyen d'instaurer une situation sociale plus équitable dans le monde;

8. Demande à tous les Etats Membres de promouvoir le développement économique et le progrès social en élaborant et en appliquant une série cohérente de mesures de politique générale pour atteindre les buts et objectifs fixés dans le cadre des plans et des priorités établis à l'échelon national dans les domaines de l'emploi, de l'enseignement, de la santé, de la nutrition, du logement, de la prévention du crime, du bien-être des enfants, de l'égalité des chances pour les handicapés et les personnes âgées, de la pleine participation des jeunes au processus de développement ainsi que de l'intégration et de la participation entières des femmes au développement;

9. Prie le Secrétaire général de continuer à suivre de près la situation sociale dans le monde d'une manière régulière et de lui présenter, conformément au paragraphe 10 de la résolution 44/56 de l'Assemblée générale, un rapport intérimaire, à sa quarante-sixième session, par l'intermédiaire de la Commission du développement social et du Conseil économique et social, et un rapport complet en 1993;

10. Réaffirme la demande que le Conseil économique et social a adressée au Secrétaire général, au paragraphe 2 de sa résolution 1990/28, pour le prier de tenir compte du paragraphe 4 de sa résolution 1989/72 lorsqu'il établirait le rapport intérimaire;

4/ Résolution S-18/3.

5/ Résolution 2542 (XXIV).

11. Réaffirme en outre la demande figurant au paragraphe 3 de la résolution 1989/72 du Conseil et priant le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale à sa quarante-sixième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur les travaux menés au sein du système des Nations Unies pour améliorer et affiner les indicateurs quantitatifs et qualitatifs permettant de mesurer exactement la situation sociale et les niveaux de vie de la population dans le monde, et en particulier dans les pays en développement;

12. Prie le Secrétaire général de prendre les dispositions voulues pour assurer une plus large diffusion des rapports sur la situation sociale dans le monde;

13. Invite les organes, organisations et organismes des Nations Unies à coopérer pleinement avec le Secrétaire général à l'élaboration des futurs rapports en fournissant toutes les informations pertinentes relevant de leurs domaines de compétence respectifs et, à cet égard, prie le Secrétaire général de convoquer une réunion interinstitutions avant l'élaboration de ce rapport;

14. Décide d'inscrire la question intitulée "Situation sociale dans le monde" à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session, aux fins d'examiner, entre autres, le rapport intérimaire, ainsi que le rapport mentionné au paragraphe 11 ci-dessus, et à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-huitième session, aux fins d'examiner le prochain rapport complet en 1993.
